



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°32-2025-08-01-00004
actualisant les prescriptions techniques et le classement administratif des activités
exploitées par la SCA VIVADOIR sur les communes de Gondrin et de Lauraët**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 27 novembre 2024, nomment Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;

Vu le décret du 10 mai 2024 nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

Vu l'arrêté ministériel n°DEVP1025930A, du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel n°DEVP123650A, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral, du 2 décembre 2024, portant délégation de signature de Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

Vu l'arrêté préfectoral, du 05 septembre 1989, autorisant Monsieur Jean-Bernard MAO à exploiter une distillerie d'armagnac sur le territoire de la commune de Gondrin ;

Vu l'arrêté préfectoral provisoire, du 25 mars 2011, applicable à l'installation de préparation de vin exploitée par la SAS MAO JB au lieu-dit "Lassalle" à Gondrin ;

Vu l'arrêté préfectoral, du 24 février 2014, autorisant la société MAO JB à exploiter une installation de préparation de vin et à poursuivre l'exploitation d'une installation de production d'alcool de bouche par distillation au lieu-dit « Lassalle » sur les communes de Gondrin et Lauraët ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, du 25 février 2014, relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (première phase : surveillance initiale) applicable aux installations de préparation de vin exploitées par la société MAO JB sur les communes de Gondrin et Lauraët ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, du 27 mai 2024, portant enregistrement d'une installation de distillation et de stockage d'alcool de bouche exploitée par la société CHAI 931, au lieu-dit « Lassalle », sur le territoire de la commune de Gondrin ;

Vu le porter à la connaissance transmis au préfet le 13 novembre 2018, relatif à la séparation de l'installation exploitée par la société MAO SAS sur le territoire de la commune de Gondrin, en deux installations distinctes, exploitées par les sociétés CAVES ET VIGNOBLES DU GERS pour la partie préparation, conditionnement de vins et par la société MAO SAS pour la partie distillation et stockage d'alcool de bouche ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant formulée le 08 novembre 2023, par la SCA VIVADOIR, faisant apparaître qu'elle succède à la société CAVES ET VIGNOBLES DU GERS pour l'installation susmentionnée ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant formulée le 08 novembre 2023, par la société CHAI 931, faisant apparaître qu'elle succède à la société MAO SAS pour l'installation susmentionnée ;

Vu le dossier du 06 février 2024 transmis par la société VIVADOIR le 07 février 2024 et complété le 17 décembre 2024, relatif à la demande de régularisation administrative de la station d'épuration exploitée sur le site de Gondrin ;

Vu les éléments complémentaires transmis par la société VIVADOUR par courriel du 17 avril 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juin 2025 faisant suite au dépôt du dossier susvisé ;

Vu le courrier du 3 juillet 2025 informant la société SCA VIVADOUR de la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti de quinze jours ;

Considérant la séparation de l'installation, en deux installations distinctes, exploitées par les sociétés SCA VIVADOUR pour la partie préparation, conditionnement de vins et par la société CHAI 931 pour la partie distillation et stockage d'alcool de bouche ;

Considérant que compte tenu que l'activité de préparation conditionnement de vins et l'activité de distillation et stockage d'alcool de bouche sont séparées d'une distance d'environ 50 mètres et sont exploitées par deux entités juridiques distinctes, il est nécessaire de dissocier administrativement les deux activités ;

Considérant que l'activité de distillation et stockage d'alcool de bouche exploitée par la société CHAI 931 est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2024 ;

Considérant que l'activité de préparation conditionnement de vins exploitée par la SCA VIVADOUR nécessite d'être encadrée par un arrêté préfectoral distinct tenant compte de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 2014 ;

Considérant que le classement administratif des installations classées exploitées par la SCA VIVADOUR sur le territoire des communes de Gondrin et Lauraët nécessite d'être mis à jour au vu de l'évolution de la situation administrative de la station d'épuration exploitée par la SCA VIVADOUR ;

Considérant que les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel n°DEVP1236050A du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 de la nomenclature des installations classées, ne sont pas applicables aux installations existantes à sa date de publication, hormis les articles 27, 34, 37, 38, 39, 40, 58 et 60 ;

Considérant que le classement administratif des installations exploitées par la société SCA VIVADOUR nécessite de nouvelles prescriptions administratives et techniques ;

Considérant que le traitement d'effluents extérieurs au site est une modification notable nécessitant d'être encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de présenter ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) compte tenu que les modifications de l'installation sont notables mais non-substantielles au regard des dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

La SCA VIVADOUR, dont le siège social est situé rue de la Menoue à Riscle (32400), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes de Gondrin et Lauraët, au lieu-dit "Lassalle" et "A Cape", des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.2. NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) suivantes :

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique	Volume de l'activité	Régime (*)
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation.	50 m ³ /j	A

2251-1	Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3642. La capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hL/an.	98 000 hL/an	E
--------	--	--------------	---

(* A : Autorisation ; E : Enregistrement)

ARTICLE 1.3. LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Activité	Commune	Section	Parcelle n°	Lieu-dit	Surface
Préparation, conditionnement de vins	Gondrin	A	1101	Lassalle	7 642 m ²
	Lauraët	C	1, 2 et 629	A Cape	10 505 m ²
Station d'épuration	Gondrin	A	19, 1103, 1105 et 1107	Lassalle	18 385 m ²

Les installations mentionnées à l'article 1.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références cadastrales sur un plan de situation de l'établissement en permanence tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.4. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels suivants sont applicables à l'installation :

- arrêté ministériel n°ENVP9760055A, du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel n°DEVP1025930A, du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- articles 27, 34, 37, 38, 39, 40, 58 et 60 de l'arrêté ministériel n°DEVP1236050A, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 1.5. CONFORMITÉ AUX DOSSIERS DÉPOSÉS PAR L'EXPLOITANT

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel.**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, et en application de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

ARTICLE 1.7. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2014 ainsi qu'aux actes précédents.

ARTICLE 1.8. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments des différents dossiers déposés par l'exploitant, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.9. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

ARTICLE 1.10. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.11. RÉCOLEMENT DES PRESCRIPTIONS

L'exploitant doit procéder, sous un délai 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, à un récolement des prescriptions du présent arrêté afin de s'assurer qu'il en respecte bien tous les termes. Les justificatifs sont à transmettre, sous le même délai, au préfet du Gers.

TITRE 2. GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 2.1. ACCIDENTS OU INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.2. CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la réglementation sur les installations classées.

Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.3. RÉSERVES DE PRODUITS ET DE MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que par exemple des produits absorbants, et les produits nécessaires au fonctionnement de la station d'épuration.

ARTICLE 2.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.5. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2.6. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant est tenu de déclarer annuellement les rejets des émissions polluantes (eau, air, déchets) en application des dispositions de l'arrêté ministériel, du 31 janvier 2008, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets. Cette déclaration est à réaliser en début d'année N pour les émissions et déchets générés lors de l'année N-1 sur l'outil de déclaration en ligne « GEREPE » accessible sur le site suivant :

<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/accueil>

TITRE 3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions réglementaires pour les substances polluantes ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.

ARTICLE 3.2. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

ARTICLE 3.3. RÉSEAUX

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

A l'exception des cas accidentel où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou devant être détruits et le milieu récepteur.

TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1. PRÉLÈVEMENT D'EAU

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement (Lambert 93)	Prélèvement maximal
				Annuel (m ³ /an)
Réseau public	Gondrin « Le Barradé »	FG043D	/	1 000
Réserve aérienne (étang)	/	/	X : 480572 Y : 6315520	7 000

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Un disconnecteur est installé sur l'alimentation en eau potable afin d'éviter tout retour de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique. Le bon fonctionnement de ce dispositif est vérifié tous les 3 ans et les résultats sont consignés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages de prélèvement dans les eaux de surface ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

ARTICLE 4.2. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. La périodicité des relevés des consommations d'eau, tout en respectant un objectif d'économie, est adaptée à l'activité de la cave et à la consommation prévue. Pendant la période de vinification, un relevé ou mesure par quinzaine, au minimum, est réalisé. Pour le reste de l'année, un relevé mensuel est réalisé. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées durant une période de 5 ans.

Les prélèvements d'eau en nappe par forage sont interdits.

ARTICLE 4.3. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux sanitaires (R1) ;
- les eaux pluviales de toitures (R2) ;
- les eaux pluviales des surfaces étanches et des voiries (R3) ;
- les eaux de lavage issues des installations de vinification (R4) ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie (R5).

ARTICLE 4.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

Points de rejet vers le milieu récepteur	
Nature des effluents.....	Eaux pluviales (R2)
Coordonnées Lambert.....	X : 1480741.99 - Y : 3193311.74
Exutoire du rejet.....	Milieu naturel
Traitement avant rejet.....	Sans
Milieu naturel récepteur.....	Ruisseau La Hillasse via l'Osse (code masse d'eau : FRFR220)
Débit maximal dans le milieu naturel	3L/s/ha
Nature des effluents.....	Eaux résiduaires (R1, R3 et R4)
Coordonnées Lambert.....	X : 1480749.46 - Y : 3193281.88
Exutoire du rejet.....	Milieu naturel
Traitement avant rejet.....	Décantation – Lagunage aéré – Filtration sur filtre à sable
Milieu naturel récepteur.....	Ruisseau La Hillasse via l'Osse (code masse d'eau : FRFR220)
Débit maximal dans le milieu naturel	50 m ³ /jour

ARTICLE 4.5. COLLECTE DES EFFLUENTS

Tous les effluents aqueux sont canalisés selon le plan des réseaux, régulièrement actualisé. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3 ou non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les eaux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.6. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux d'eau est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour et daté, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau ;
- les dispositifs de déconnexion des sources d'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.7. ENTRETIEN DES RÉSEAUX

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches afin de résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les avaloirs de récupération des eaux polluées sont équipés de grilles de rétention afin d'éviter tout entraînement de corps étranger dans le réseau.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.8. ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les installations de traitement des effluents sont correctement entretenues et conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Les bassins sont nettoyés et curés en tenant compte du volume d'activité de l'installation de préparation de vin. Les boues issues de ces bassins sont éliminées en tant que déchets conformément aux dispositions du titre 6 « déchets » du présent arrêté.

Les bordereaux d'enlèvement des déchets produits par les installations de traitement des effluents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres, permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des effluents, doivent être vérifiés et mesurés périodiquement, et si nécessaire, associés à un dispositif d'alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant, si besoin, ses activités.

La conduite et la maintenance des installations font l'objet de consignes écrites et sont confiées à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.9. TRAITEMENT DES EFFLUENTS RÉSIDUAIRES EXTÉRIEURS

a) Conditions d'admission

Seuls les effluents extérieurs mentionnés dans le tableau ci-dessous sont admis pour être traités par la station d'épuration du site :

Type d'effluent	Code déchet
Effluents vinicoles	02 07 01
Vinasses (résidus de distillation)	02 07 02

Chaque apport d'effluent fait l'objet d'un mesurage (poids ou volume). A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la quantité d'effluent qu'il apporte.

b) Document préalable à l'admission des effluents

Pour chaque livraison ou lors de la première d'une série d'un même type d'effluent, l'exploitant demande à son producteur un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des effluents et, le cas échéant, son numéro de SIRET ;
- l'origine des effluents ;
- la nature de l'effluent ainsi que le code à six chiffres « déchet », en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les caractéristiques de l'effluent en tenant compte des paramètres mentionnés à l'alinéa b de l'article 4.11 du présent arrêté ;
- les quantités d'effluents concernées.

Ce document est signé par le producteur des effluents et, le cas échéant, par les différents intermédiaires.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Le document préalable est conservé par l'exploitant au moins 3 ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

c) Registre des effluents entrants

L'exploitant établit et tient à jour un registre dans lequel sont consignées les informations suivantes :

- la date de réception ;
- le nom et l'adresse du producteur de l'effluent ;
- la nature et la quantité de chaque effluent reçu ainsi que son code « déchet » ;
- l'identité du transporteur des effluents ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

d) Conditions de déversement et de stockage

Les conditions de déversement et de stockage des effluents tiennent compte des prescriptions mentionnées au titre 9 « prévention des pollutions accidentelles » du présent arrêté. Les opérations de dépotage sont notamment réalisées sur une aire étanche permettant de récupérer les liquides accidentellement déversés et de les canaliser vers le bassin de stockage.

Dès leur admission sur le site et avant traitement, les effluents sont déversés dans les trois bassins étanches de décantation disposés en cascade.

A tout moment, la quantité d'effluents admise tient compte de la capacité de stockage disponible du bassin et de la capacité de traitement de la station d'épuration.

ARTICLE 4.10. REJET DES EAUX PLUVIALES

a) Point de rejet

Les eaux pluviales non polluées sont rejetées dans le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des voies de circulation et des aires de stationnement disposant d'un revêtement étanche, sont acheminées vers les bassins de décantation de la station d'épuration pour traitement.

b) Valeurs limites de rejet

Avant rejet dans le milieu naturel, les caractéristiques des eaux pluviales non polluées ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites maximales
Température	Inférieure à 30°C
pH	Entre 5,5 et 8,5
MES	35 mg/L
DCO	125 mg/L
DBO5	30 mg/L
Hydrocarbures totaux	10 mg/L

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau et aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 L/s/ha.

ARTICLE 4.11. REJET DES EAUX RÉSIDUAIRES TRAITÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION

a) Point de rejet

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées, issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne, vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

b) Valeurs limites de rejet

Les eaux issues de la station d'épuration sont rejetées au milieu naturel, sous réserve du respect des valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous :

Paramètres	Valeur maximale	Flux maximum sur 24h
Débit	50 m ³ /j	-
pH	4,5 à 8,5 (9,5 si neutralisation alcaline)	-
Température	< 30° C	-
DCO	125 mg/l	5 kg/j
DBO ₅	25 mg/l	1,25 kg/j
MES	35 mg/l	1,35 kg/j
Azote global* (NGL)	30 mg/l	1,55 kg/j
Phosphore total (P)	10 mg/l	0,1 kg/j
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l	0,025 kg/j
Zinc (Zn)	2 mg/l	0,1 kg/j

* représente la quantité d'azote globale, sous toutes ses formes (organique, ammoniacal, nitrites, nitrates). NGL = NTK + NO₂⁻ + NO₃⁻.

Le débit maximal journalier rejeté au milieu est de 50 m³/j.

Les valeurs limites précisées ci-dessus s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance réalisée à l'aide de mesures ou de prélèvements discontinus ou d'autres procédures d'évaluation ponctuelle des émissions ou de prélèvements instantanés, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux normes en vigueur, ne dépasse la valeur limite.

Le pH, la température et le débit de sortie de la station d'épuration sont mesurés et enregistrés en continu.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (cas des contrôles en continu sur le pH, le débit et la température), 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

ARTICLE 4.12. REJET DES EAUX SANITAIRES

Les eaux sanitaires sont pré-traitées par un assainissement individuel constitué par une fosse enterrée de 3 m³. Les eaux issues de cet ouvrage sont dirigées vers les ouvrages d'épuration interne.

ARTICLE 4.13. SURVEILLANCE DES REJETS

a) Prélèvement d'effluents

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doit être prévu un point de prélèvement implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives du rejet et de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieures à la demande de l'inspection des installations classées.

b) Autosurveillance des eaux résiduaires

L'exploitant procède ou fait procéder à une analyse des effluents en entrée et en sortie de la station d'épuration selon les périodicités mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Entrée STEP	Sortie STEP
Débit	/	En continu
pH	/	En continu
Température	/	En continu
DCO	Mensuelle	Mensuelle
DBO ₅	Mensuelle	Mensuelle
MES	Mensuelle	Mensuelle
Azote global* (NGL)	Mensuelle	Mensuelle
Phosphore total (P)	Mensuelle	Mensuelle
Cuivre (Cu)	Trimestrielle	Trimestrielle
Zinc (Zn)	Trimestrielle	Trimestrielle

Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse sont conformes aux normes en vigueur.

Les résultats de l'autosurveillance sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par l'intermédiaire de l'outil de déclaration en ligne « Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) » accessible sur le site :

<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/>

c) Contrôles externes et inopinés

Outres les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder, selon une périodicité annuelle, à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées lors du fonctionnement maximal de l'installation.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'Inspection des installations classées en application des dispositions de l'article L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à cet article, l'Inspection des installations classées, peut à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides constitués par les eaux pluviales et les eaux résiduaires. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'Inspection des installations classées peuvent se substituer aux mesures comparatives, avec l'accord de cette dernière.

TITRE 5. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 5.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 5.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

ARTICLE 5.3. ENVOLS DE POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces non utilisées sont, dans la mesure du possible, engazonnées.

Dans tous les cas, les locaux et les différentes aires sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

ARTICLE 5.4. PRÉVENTION DES GÈNES OLFACTIVES

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, notamment au niveau des boues issues de la station d'épuration. A cette fin, l'exploitant procède si nécessaire à une couverture de ces stockages.

TITRE 6. DÉCHETS

ARTICLE 6.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination ;
- s'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer des nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- économiser les ressources épuisables et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

ARTICLE 6.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Les déchets sont gérés conformément aux dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 6.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits sont entreposés dans l'établissement dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement, avant leur orientation dans une filière adaptée.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an. L'exploitant évalue cette quantité et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette évaluation accompagnés de ses justificatifs.

ARTICLE 6.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 6.5. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi électronique défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées via l'application Trackdéchets.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.6. REGISTRE CHRONOLOGIQUE

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Ce dernier est conservé pendant au moins trois ans. Le contenu de ce registre est fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.7. ÉPANDAGE

L'épandage des déchets produits par les activités du site n'est pas autorisé.

TITRE 7. PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 7.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel, du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

b) Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

c) Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est justifié et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 7.2. VALEURS LIMITES DE BRUIT

a) Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux installations ne doivent pas engendrer, dans les zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

b) Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 7.3. SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DES ÉMISSIONS SONORES

L'exploitant est tenu de faire réaliser une mesure des émissions sonores générées par les activités exploitées sur le site afin de s'assurer que le bruit en limite de propriété et en zones à émergence réglementée est respecté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

En cas de modifications des installations susceptibles d'impacter le niveau de bruit généré et lors de toute nuisance sonore générée par l'établissement vis-à-vis des tiers faisant l'objet d'une plainte, l'exploitant sera tenu de faire réaliser une nouvelle mesure de bruit.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées par un organisme qualifié et aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 7.4. ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'installation est construite et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles de compromettre la santé du voisinage ou de constituer une nuisance.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit alors vérifier que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

ARTICLE 7.5. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques

annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 8.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des installations sur lequel sont répertoriés les risques encourus. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 8.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

ARTICLE 8.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre.

L'Analyse du Risque Foudre (ARF) identifie les installations nécessitant une protection et détermine les niveaux de protection nécessaires. Elle est mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant une nouvelle autorisation, de chaque révision de l'étude de dangers ou de toute modification pouvant avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Une étude technique, en fonction des résultats de l'ARF, définit les protections à mettre en place, leur implantation ainsi que les modalités de leur suivi. La notice de vérification et de maintenance comme le carnet de bord de l'installation sont rédigés lors de l'étude technique et complétés après la réalisation des travaux qu'elle a déterminé.

Les protections font l'objet d'une vérification complète dans les 6 mois qui suivent leur mise en service, par un organisme tiers de l'installateur, puis tous les 2 ans. Un contrôle visuel est réalisé tous les ans. Les impacts de foudre enregistrés donnent lieu à une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai maximum d'un mois. La remise en état éventuelle est réalisée dans le mois qui suit.

Les études, les travaux et les contrôles sont réalisés conformément aux normes en vigueur par un organisme compétent. Les documents de gestion du risque foudre (ARF, étude technique, notice de vérification et de maintenance, carnet de bord et rapports de vérifications) sont tenus à la disposition de l'Inspection.

ARTICLE 8.5. CONTRÔLE DES ACCÈS

L'exploitant doit clôturer les installations de traitement des effluents, notamment les bassins de stockage sont sécurisés par une clôture grillagée rigide d'une hauteur minimale de 2 m, disposant de portes ou portails fermant à clef

L'accès à l'installation de préparation de vin est interdite par des entrées, portes ou portails fermant à clef.

ARTICLE 8.6. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 8.7. ACCESSIBILITÉ

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 8.8. VOIE ENGIN

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Une voie « engins » est également maintenue dégagée pour accéder à la réserve d'eau de 2 000 m³ destiné à lutte contre l'incendie.

Ces voies « engins » respectent les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la hauteur libre est au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente est inférieure à 15% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès des installations et la voie « engins ».

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

ARTICLE 8.9. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve d'eau, accessible en toutes circonstances, de capacité minimale de 180 m³ avec une ligne d'aspiration munie d'un raccord pompier permettant de fournir un débit de 60 m³/h. Une aire de stationnement pour les véhicules d'intervention est positionnée au niveau de la réserve. L'exploitant est tenu, après la mise en place de la réserve, de faire valider le dispositif par le SDIS ;
- d'un accès à la réserve aérienne (étang) d'une capacité de 2 000 m³ située à 230 mètres de l'installation ;
- d'extincteurs, en nombre suffisant, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, bien visibles et facilement accessibles et se trouvant à moins de 15 mètres du risque à défendre. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les

- matières présentent dans les locaux ;
- les produits d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

ARTICLE 8.10. DÉSENFUMAGE

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

ARTICLE 8.11. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 8.12. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le « permis de feu » est visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

ARTICLE 8.13. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de combustion, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 8.14. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour, portées à la connaissance et mises à la disposition du personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis de feu" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des effluents ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Le personnel est informé et formé à l'application de ces consignes.

TITRE 9. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 9.1. RÉTENTION ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité des dispositifs de rétention et de stockage doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme selon les dispositions de la note D9A. L'exploitant tient en permanence le détail de ce calcul à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 9.2. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Chaque aire de chargement/déchargement est associée ou connectée à une cuvette de rétention permettant de récupérer tout épandage provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au volume du camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.

Des consignes sont établies pour le chargement des camions citernes, elles sont soit affichées à proximité des aires de chargement, soit portées à la connaissance des chauffeurs des véhicules-citernes avant toute opération. Aucune opération de chargement des camions citernes ne peut être réalisée sans la présence de la personne en charge de la sécurité du site.

TITRE 10. PUBLICITÉ – NOTIFICATION - EXÉCUTION

ARTICLE 10.1. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté complémentaire est déposée à la mairie de Gondrin et à la mairie de Lauraët et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Gondrin et de Lauraët pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Gers, pendant une durée minimale de quatre mois et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 10.2. NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société VIVADOIR dont le siège social sise rue de la Menoue à Riscle (32400).

ARTICLE 10.3. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, la sous-préfète de Condom, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL) et les maires de Gondrin et Lauraët sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auch, le **01 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.
